

**Pays andins et Cuba : brèves n°01 de la semaine du 5 au 11 janvier 2018**  
(Avec la contribution des Services économiques de la région)

**REGION**

**La Banque mondiale s'attend à un rebond de la croissance dans les économies de la zone en 2018.** Selon la dernière actualisation de ses perspectives économiques mondiales, l'institution table sur une croissance des économies de la zone proche de leur niveau de 2016, après le trou d'air ayant affecté la plupart des économies régionales en 2017, à l'exception du cas spécifique du Venezuela.

**Taux de croissance du PIB réel (%)**

Pays	2016	2017e	2018f
Bolivie	4,3	3,9	3,8
Colombie	2,0	1,8	2,9
Equateur	-1,5	1,4	0,8
Guyana	3,4	2,9	3,8
Pérou	4,0	2,6	3,8
Suriname	-5,1	0,0	2,2
Venezuela	-16,1	-11,9	-4,2
<i>Amérique Latine et Caraïbes</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>
<i>Monde</i>	<i>2,4</i>	<i>3,0</i>	<i>3,1</i>

*Note : Cuba n'appartenant pas à la BM, aucune statistique n'est disponible pour ce pays*

**BOLIVIE**

**Le FMI prévoit une croissance de 3,9% pour 2018.** Cette estimation est plus pessimiste que celle du Ministère de l'Economie bolivien qui prévoit une croissance de 4,7% en 2018. Le FMI recommande une réduction des dépenses publiques afin de contrôler le déficit budgétaire. Il prévoit également que l'investissement privé va rester faible et n'écarte pas l'hypothèse que les groupes pétroliers ne trouvent pas de nouveaux champs gaziers.

**Près des trois quarts du déficit budgétaire de 2018 seront financés par des fonds externes.** Selon le gouvernement bolivien, 74% des 3,2 Mds USD de déficit budgétaire (8,3% du PIB) prévus pour 2018 seront financés par des fonds externes (il s'agit du déficit le plus élevé depuis 2002). Le gouvernement justifie ce dérapage en indiquant que la hausse correspond surtout à des investissements et non à des dépenses courantes alors que différents analystes de la place estiment qu'un financement plus porté par de la dette interne serait souhaitable.

**COLOMBIE**

**La BID approuve un prêt de 1 Md USD pour le plus important projet énergétique renouvelable du pays.** Ce financement (issu à hauteur de 300 MUSD des fonds de la Banque et de 50 MUSD du fonds de la BID sur financement chinois, le solde provenant de divers bailleurs internationaux, dont BNP Paribas) contribuera à la construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 2400 MW. La centrale, gérée par Empresas Publicas de Medellín, devrait à terme produire 13 900 GWh d'électricité par an, soit 18% de la capacité installée du pays.

**Modération de l'inflation en 2017.** L'indice des prix à la consommation a progressé de 4,1% en 2017, contre 5,8% un an plus tôt et 6,8% en 2015. Cette modération est notamment attribuable au ralentissement continu de la hausse des prix alimentaires (+1,9% en 2017 contre +7,2% en 2016 et +10,9% en 2015).

**Hausse de 5,9% du salaire minimal en 2018.** Les négociations entre partenaires sociaux et gouvernement ont abouti à une augmentation supérieure à celle envisagée par le patronat. Le salaire minimal s'établit ainsi désormais à 781.242 COP mensuels (et la subvention de transport à 88.211 COP, en hausse de 6,1%).

## CUBA

**Déplacement à Paris du Ministre cubain du Commerce extérieur et de l'investissement étranger Rodrigo Malmierca.** Le Ministre du Mincex Rodrigo Malmierca s'est rendu à Paris du 18 au 20 décembre dernier afin de co-présider la deuxième session des deux instances économiques bilatérales créées lors de la visite du président Raul Castro en France en février 2016. La Commission économique bilatérale a permis d'évoquer l'ensemble des secteurs clés de la feuille de route économique bilatérale. La 2<sup>ème</sup> session du Comité d'Orientation Stratégique du Fonds de contre-valeur franco-cubain a permis quant à elle de valider le premier projet financé par le Fonds, destiné à développer la production bovine et laitière dans la province de Camaguey, et acter ainsi la première annulation de dette au titre du Fonds franco-cubain. La délégation cubaine a également pu échanger avec les entreprises françaises dans le cadre d'une rencontre organisée par le Medef international.

**8<sup>ème</sup> session de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire le 21 décembre 2017.** Lors de la traditionnelle session plénière de fin d'année de l'Assemblée nationale, le Président Raul Castro et son Ministre de l'économie Ricardo Cabrisas ont dressé un état des lieux de l'économie en demi-teinte. Si le gouvernement a pu se féliciter d'une croissance du PIB de 1,6% sur l'année écoulée (contre une prévision de -0,5% pour Moody's), avec une prévision de croissance de 2% sur l'année 2018, les difficultés de l'année ont été toutefois largement soulignées, avec un coût des dommages de l'ouragan Irma estimé à 13 Mds CUC, soit un coût colossal pour l'économie cubaine (15% du PIB). Le Président Castro a également rappelé l'importance et l'urgence de la réunification monétaire, réforme qui avait été annoncée comme imminente à la fin 2014 mais reportée depuis lors compte-tenu de son fort impact sur le plan économique et social. Il a parallèlement annoncé que l'élection de son successeur aurait lieu le 19 avril, soit près de deux mois après la date initialement prévue. Cette assemblée a enfin été l'occasion pour les autorités cubaines d'annoncer la poursuite de la reprise en main du secteur privé, dans la lignée des premières mesures annoncées lors de la précédente session de l'AN en juillet dernier, ainsi qu'un nouveau Plan économique pour 2018 fondé sur des investissements en matière de transports et d'énergie.

**La Haute représentante et Vice-présidente de la Commission européenne Federica Mogherini s'est rendue à Cuba les 3 et 4 janvier.** La chef de la diplomatie de l'UE s'est notamment entretenue avec le président Raul Castro, le Ministre des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla, le Ministre du Commerce extérieur et de l'investissement étranger Rodrigo Malmierca, et avec le Ministre de Culture, Abel Prieto. Lors de son déplacement, Mme Mogherini a rappelé l'importance de l'UE en tant que premier partenaire commercial de Cuba, et a annoncé le développement de 3 nouveaux projets de coopération dans le domaine des énergies renouvelables, l'agriculture durable et les programmes d'échanges d'experts et culturels, respectivement à hauteur de 18, 21 et 10 MEUR. Parallèlement, elle a annoncé la tenue du Premier Conseil bilatéral entre l'UE et Cuba le 28 février prochain à Bruxelles, présidé conjointement avec le Ministre des Affaires étrangères Rodriguez Parrilla.

## EQUATEUR

**Inflation annuelle négative.** L'Equateur a fini l'année avec un taux d'inflation annuel de -0,2%, le plus bas depuis la mise en place de la dollarisation. Au mois de décembre l'inflation mensuelle a atteint 0,18% après six mois de taux mensuels négatifs. Ce taux d'inflation annuel négatif reflète le ralentissement de l'activité économique que le pays a connu à partir de 2015 et qui se résorbe progressivement. Le panier de la ménagère a atteint 708,98 USD et le salaire minimum pour 2018 a été fixé à 386 USD, soit une augmentation de 2,9% par rapport à 2017.

**Audit de la dette publique par la Cour des comptes.** La Cour des comptes locale a annoncé la réalisation d'un audit de la dette publique de l'Equateur contractée entre 2012 et 2017. Pendant cette période, la dette publique (selon les chiffres officiels) est passée de 18,6 Mds USD à 46,4 Mds USD. Cet audit a pour objectifs principaux de lever le caractère confidentiel des contrats de dette passés, d'analyser les ventes anticipées de pétrole, de déterminer si le plafond d'endettement autorisé par la loi a été dépassé et de déterminer la dette envers la sécurité sociale. Dans ce cadre, une « commission citoyenne d'observation de l'audit » sera créée au nom de la transparence. Le Gouvernement a affirmé que cet audit ne remet pas en question le paiement de la dette contractée et que l'Equateur n'entrera pas en défaut comme en 2009.

## PEROU

**L'investissement public a augmenté de 8,7% en 2017 mais son exécution n'a été que de 70%.** Au cours de l'année 2017, le gouvernement péruvien (Etat central et collectivités locales) a investi 9,1 Mds USD, soit 8,7% de plus que l'année précédente. Cette augmentation est l'une des plus importantes de ces dernières années mais le gouvernement n'a pas atteint son objectif d'exécution de 80%, n'atteignant que 70,1%. Le gouvernement central a toutefois dépassé l'objectif (81,2%) mais ce n'est pas le cas des gouvernements régionaux (64,4%) et locaux (65%).

**La Banque centrale a réduit en 2017 le taux de réserve légale en USD de 44% à 40%.** La Banque Centrale de Réserve (BCR) a réduit ce taux au cours de l'année 2017 (de 44 à 42% en juin, de 42 à 41% en août et de 41 à 40% en septembre) libérant ainsi au total 270 M USD dans le système financier. Elle a approuvé en décembre 2017 une nouvelle réduction du taux de réserve légale en monnaie étrangère de 40% à 39%, qui s'applique dès le début 2018. Ces mesures visent la stabilité des conditions des prêts dans un contexte de décélération du crédit sur le marché local, conséquence de la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

## VENEZUELA

**Standard & Poor's place les obligations souveraines 2020 en catégorie « Défaut ».** Cette décision intervient après une démarche similaire pour les obligations souveraines 2018 la semaine dernière, suite à des versements de coupons non-intervenues à l'issue de la période de grâce. La notation souveraine à long terme du pays demeure néanmoins en catégorie SD (« selective default »).

Laurent CHARPIN  
Chef du service économique de Bogotá